

Bureau de la présidente

Courriel : info.numerique@ctq.gouv.qc.ca

PAR COURRIEL

Montréal, le 13 février 2017

N/Réf. : 03-04-01/2017-02-02

Objet : Demande d'accès en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels¹

Monsieur,

Nous accusons réception de votre demande d'information numérique reçue le 7 février 2017.

Conformément à l'article 9 de la Loi sur l'accès, nous vous transmettons la liste des inscrits au Registre du camionnage en vrac demandée.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La substitut à la responsable de
l'accès aux documents et de la
protection des renseignements
personnels,

MJP/jd

Marie-Josée Persico, avocate

p. j. Demande de révision

¹ RLRQ, c. A-2.1

Demande de révision auprès de la Commission d'accès à l'information

Pouvoir

L'article 135 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée, en tout ou en partie, par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit ; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC Commission d'accès à l'information Bureau 1.10 575, rue Saint-Amable Québec (Québec) G1R 2G4 Tél. 418 528-7741 Sans frais : 1 888 528-7741 Télééc. : 418 529-3102	MONTRÉAL Commission d'accès à l'information Bureau 18.200 500, boul. René-Lévesque Ouest Montréal (Québec) H2Z 1W7 Tél. : 514 873-4196 Sans frais : 1 888 528-7741 Télééc. : 514 844-6170
--	---

Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit explicitement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).